

classes et certaines parties de ce pays ont beaucoup à souffrir, et je regrette excessivement que le Gouvernement n'ait pu trouver le moyen de les soulager, excepté en risquant de léser en définitive toute la population du Canada. Si ces classes ont à souffrir de ces temps difficiles, il en est de même pour le Gouvernement ; et, quelles que soient ses opinions, une Administration doit avoir sincèrement à cœur de faire disparaître un tel état de choses et de le remplacer par la paix, l'abondance et la prospérité. M. l'Orateur, on nous a demandé une politique nationale. Notre politique est une politique de justice pour tous, de prudence et d'économie jusqu'à ce que la présente épreuve soit passée ; mais je ne propose pas à la sanction populaire une politique qui pourrait passer pour un servile plagiat des pires erreurs que les Etats-Unis aient jamais commises : erreurs que, je crois, le peuple américain déplore aujourd'hui, et dont, je l'espère, il est en voie de se tirer. La politique qu'au nom de l'Administration j'ai l'honneur de proposer à la sanction de cette Chambre et du pays, n'a pas été préparée hâtivement et inconsidérément, je le répète. Si nous nous sommes trompés, nous n'avons du moins négligé aucun effort, épargné aucune peine pour arriver à une politique saine et d'accord avec les besoins du pays. M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que vous quittiez le fauteuil, et que la Chambre se forme en comité des subsides.